



Saint Louis, le 20 Octobre 2022

**Fiche de Poste**  
**Un•e chargé•e de suivi-évaluation**  
**Pour un projet d'insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables**  
**Multi pays Sénégal, Maroc et Guinée**  
**(Poste basé au Sénégal)**

**LE PARTENARIAT**  
**recrute**

**CONTEXTE**

Le Partenariat mène depuis plus de 40 ans des actions de coopération au Sénégal, au Maroc et en Guinée ainsi que des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale conforme aux principes du développement durable (ECSI-DD). L'ONG s'inscrit dans une logique de collaboration avec l'ensemble des partenaires pertinents présents sur la thématique et elle est notamment membre de différents réseaux d'acteurs tels que le Groupe initiatives, l'Initiative Fleuve Sénégal, Coordination Sud, etc.

Depuis juillet 2022, le Partenariat développe un nouveau projet triennal d'appui à la gouvernance pour l'insertion socio-économique des personnes vulnérables (*Agis !*) sur financement de l'Agence française de développement (AFD) au Sénégal, au Maroc et en Guinée.

Sous la supervision du directeur technique à Saint-Louis (Sénégal) et du responsable du service de coopération internationale à Lille, le/la chargé•e de suivi-évaluation est chargé•e :

- Du suivi évaluation du projet,
- De la conception d'outils de suivi et d'évaluation,
- Et de veiller à la bonne atteinte des objectifs pour l'ensemble du projet.

Le/la chargé•e de suivi-évaluation aime relever les défis, et intègre un projet ambitieux nécessitant la création d'outils innovants.

Pour cela, il/elle évolue en étroite collaboration avec les coordinateurs d'antenne et équipes terrain au Sénégal, au Maroc et en Guinée, ainsi qu'avec les autres services du siège.

**Présentation du projet :**

Le projet contribue à la réalisation de l'Objectif de développement durable n°8 pour un accès universel à un emploi décent. Il cible les personnes vulnérables (PV), peu ciblés par les dispositifs et stratégies nationales d'accès à l'emploi (jeunes déscolarisé.es ou handicapé.es, jeunes mères et femmes isolées, etc.). Le projet vise à :

**I/** améliorer la gouvernance locale pour l'accès à l'emploi (compétences renforcées des collectivités territoriales, diagnostic des besoins et des opportunités du territoire et gouvernance plus inclusive) ;

**II/** renforcer les OSC et les acteurs institutionnels locaux pour l'animation des dispositifs de formation et d'insertion à l'échelle des territoires (conception de cursus de formation adaptés, formation sur l'accès à l'emploi, à l'insertion et au suivi des bénéficiaires) ;

**III/** accompagner 1200 personnes, dont au moins 720 femmes (60%), vers l'indépendance économique à travers des parcours personnalisés (définition des parcours professionnels, formation théorique et pratique, suivi de l'intégration socio-économique des bénéficiaires), s'appuyant sur les opportunités économiques des territoires.

**Principaux enjeux/défis auxquels le projet entend répondre :**

Le chômage et l'inactivité des populations sont aujourd'hui un handicap majeur pour le développement économique et social des territoires, et accentuent l'exclusion de catégories déjà vulnérables. L'accès à l'emploi cristallise de nombreuses inégalités entre les territoires et illustre les difficultés de développement unifié à l'échelle nationale. L'absence de perspectives d'insertion professionnelle, et à travers celle-ci d'insertion sociale, est source de désespérance, de rupture de

lien social entre les Etats et les populations. Ce sont des facteurs déterminants des migrations intérieures et Sud-Nord, des phénomènes de radicalisation et des mouvements d'instabilité politique.

Malgré des politiques nationales volontaristes et le lancement de projets internationaux, de nombreux publics peinent encore à être pris en compte par ces dispositifs, notamment les personnes déjà considérées parmi les plus vulnérables : jeunes déscolarisés.es, handicapés.es, mères jeunes, isolées, femmes sortant de prison, etc.).

Par ailleurs, de nombreux problèmes identifiés depuis de nombreuses années persistent :

- Les collectivités territoriales, mobilisées dans le cadre de la décentralisation, sont encore trop peu compétentes sur les questions d'accès à l'emploi ;
- Les acteurs locaux souffrent d'un manque de moyens et d'approches concertées et coordonnées réunissant l'ensemble des acteurs des territoires ;
- Les programmes passés et actuels peinent à assurer une insertion économique durable aux bénéficiaires qui finissent par cumuler les formations sans réels débouchés.

Le Partenariat a été créé en 1981 autour des programmes de coopération décentralisée entre les communes de Lille et de Saint-Louis au Sénégal, avant de développer ses activités au Maroc (2007) dans la région de Marrakech-Safi, et dans la région de Labé (Guinée) en 2015. Progressivement il devient un acteur territorial spécialisé dans

- (i) Le renforcement des capacités des acteurs locaux (institutionnels et OSC),
- (ii) L'accompagnement de la mise en œuvre des politiques publiques (coordination et mobilisation des acteurs du territoire) pour
- (iii) Une gouvernance territoriale plus inclusive et un lien renforcé entre les acteurs publics et les populations, et
- (iv) Intervient sur la formation et l'insertion professionnelle depuis plusieurs années.

**Historique et genèse du projet :** Bien qu'ayant souvent traité de manière transversale la formation professionnelle de publics spécifiques dans différents projets (énergies renouvelables, éco-constructions, etc), le Partenariat (LP) est impliqué plus directement sur l'insertion professionnelle depuis 2016, à travers le Centre d'insertion professionnelle Diapalanté, qui a permis le développement d'activités sur la thématique de la formation et de l'insertion professionnelle des publics vulnérables dans le département de Saint-Louis. Au-delà des activités de formation, la spécificité de l'action de LP consiste à construire des parcours d'insertion personnalisés, basés sur les besoins des territoires et des acteurs économiques, de suivre le parcours des bénéficiaires afin d'assurer l'insertion sociale et professionnelle à court et moyen-terme et d'assurer l'impact de l'intervention.

Du fait de l'enclavement des territoires d'intervention et du fort taux de chômage, les sollicitations des différents partenaires à intervenir sur la question d'accès à l'emploi a été croissante au cours des dernières années, couplée à l'expérience réussie de Diapalanté depuis 2016 nous encouragent à systématiser la technique d'intervention.

**Principaux impacts visés au terme de cette phase (quantitatifs et qualitatifs) :**

Meilleure prise en compte des PV dans les politiques publiques pour l'emploi par les acteurs locaux à travers des approches territoriales.

Meilleure connaissance des territoires (opportunités, acteurs, dispositifs) : 2 études et un plan d'action par territoire pour identifier les potentialités d'emplois dans les territoires d'intervention et 1 étude est réalisée pour identifier les dynamiques dans la région du bassin du fleuve Sénégal.

Gouvernance territoriale pour l'insertion professionnelle mieux coordonnée et plus inclusive (9 cadres de concertation) à travers une participation accrue des collectivités et agences territoriales Développement (création ou mise à jour) de 6 cursus de formation adaptés aux besoins des PV (au moins 2 par pays d'intervention)

1 200 PV, dont 60% de femmes, ont accès à une formation et un suivi professionnel

15 OSC locales sont renforcées, et 4 plateformes/réseaux des représentants des PV sont structurées au Maroc (1) et en Guinée (3)

**Objectif global :** Contribuer à l'insertion socioéconomique des publics vulnérables (notamment les femmes et les jeunes fragiles, les handicapés.es, etc.), en conformité avec l'objectif de développement durable 8, à travers une amélioration de l'accès à l'emploi dans les régions d'intervention

**Objectif(s) spécifique(s) :**

**OS1 :** Permettre une gestion inclusive, coordonnée et pérenne des politiques publiques d'insertion professionnelle et d'accès à l'emploi

**OS2 :** Accompagner les acteurs locaux dans le développement de l'accès aux dispositifs de formation professionnelle adaptés aux besoins des territoires

**OS3 :** Faciliter l'insertion professionnelle des personnes vulnérables dans des métiers porteurs et durables à l'échelle territoriale

**Principaux impacts visés au terme du projet :**

- La méthode d'intervention est (re)connue par les ministères nationaux pour l'Emploi ou la Formation et disséminée auprès des acteurs à l'échelle nationale.
- 20 territoires (provinces/préfectures/départements) sont renforcés, accompagnés pour la prise en compte des PV dans les politiques publiques et bénéficient de politiques coordonnées
- 50 OSC spécialisées dans la prise en charge des PV sont renforcées, au moins 6 plateformes des représentants de PV structurées

**MISSION**

---

Le ou la Chargé (e) de suivi évaluation aura pour mission d'assurer le suivi évaluation du programme sur les 3 pays d'intervention (Sénégal, Maroc et Guinée) en lien avec l'équipe de coordination du siège basée à Lille.

Le poste est basé au Sénégal.

Le ou la Chargé (e) de suivi évaluation aura à appuyer les équipes projets basées dans les 3 pays placées sous la responsabilité des Coordinateurs pays.

**Ses principales missions sont :**

- Développement d'une stratégie de suivi-évaluation pour l'ensemble du projet sur les 3 pays au regard des critères permettant de définir l'insertion socioéconomiques des personnes vulnérables et intégrant les aspects du genre et de la jeunesse ;  
Elaboration des outils de suivi-évaluation des personnes vulnérables sur les 3 pays (suivi du parcours d'insertion individualisé).  
Elaboration des outils de suivi-évaluation pour l'insertion socioéconomique des personnes vulnérables sur les 3 pays,
- Suivi évaluation des indicateurs du projet ;  
Elaboration, collecte et suivi des indicateurs du projet, des indicateurs des parcours d'insertion, et des indicateurs sur l'insertion socioéconomique des PV sur les 3 pays.
- Structuration et mise à jour de bases de données ;
- Formation et accompagnement des coordinateurs et des chargés de projets pour l'utilisation et l'appropriation de la stratégie et des outils de suivi du projet ;
- Veiller à l'avancement des activités et indicateurs de performance conformément au planning d'exécution du projet ;
- Contribution à la préparation de dossier de *reporting* pour les différents bailleurs (rapports d'activités des pays et bilans);
- Contribution aux demandes financements prévues dans le cadre du projet.  
Des contributions ponctuelles aux discussions et activités de suivi-évaluation des autres projets sont à prévoir.

**Formation et expérience :**

Le/la candidat•e devra justifier d'un bac+5 dans des études type gestion de projets de développement, master en relations internationales, sciences politiques, administration, secteur social.

Vous justifiez par ailleurs d'une expérience d'au moins trois à cinq ans dans le suivi et l'évaluation de projets à l'international, le *reporting*, et préférablement d'une expérience à l'international.

Une expérience préalable sur des projets de formation et d'insertion professionnelle sera appréciée.

**Qualités et compétences :**

- Connaissance des procédures de suivi-évaluation et de *reporting* des principaux bailleurs internationaux (AFD, Union européenne, USAID, etc.) ;
- Maîtrise de la gestion du cycle de projet (cadre logique, chronogramme, budget prévisionnel, approches orientées changement, genre, etc.) ;
- Maîtrise des outils numériques (Pack Office, en particulier Word, Excel et Publisher)
- Compétences transversales : rédaction et expression orale (en français **et** en anglais), dynamisme et force de proposition, gestion du stress et des délais ;
- Savoir-être : pouvoir évoluer en équipe, dans un milieu interculturel, capacité d'adaptation aux spécificités des interlocuteurs et de pouvoir se positionner clairement lors des réunions.

Outre votre grande rigueur, votre fort sens relationnel, vos capacités d'analyse et de synthèse, vos connaissances des dispositifs, des procédures de financement et des logiques des bailleurs, votre compréhension de la gestion du cycle de projet (cadre logique, chronogramme, approches orientées changement) et votre forte capacité à travailler en équipe au sein d'une équipe internationale vous permettront de vous épanouir au sein d'une association aux fortes valeurs avec des projets à impacts sociaux et environnementaux.

**Durée du contrat** : CDD de 3 ans (phase 1 du programme).

**Rémunération** : selon grille interne et expérience du candidat.

**Prise de poste** : à compter du 1<sup>er</sup> Décembre 2022.

**Localisation** : Saint-Louis, Sénégal

Les candidatures (CV et lettre de motivation argumentée au regard des objectifs du projet) sont à adresser à Monsieur le Coordinateur du Partenariat au Sénégal à l'adresse suivante : [absatidianeguisse@gmail.com](mailto:absatidianeguisse@gmail.com).

Ou à l'adresse postale suivante :

**Le Partenariat** :

Centre Diapalanté

BP 746 Quai Masseck NDIAYE

St Louis du Sénégal

33 961 46 51